

Quelques considérations sur la récente mode raciale (et la Marche de la dignité et contre le racisme)

Contre le racisme ou pour les races ?

Le 31 octobre 2015 a eu lieu, à Paris, la « Marche de la dignité et contre le racisme ». Cette marche a été une espèce de vitrine (et à servi à mesurer les capacités de mobilisation) de la galaxie raciale qui sévit, depuis quelques temps de façon plus visible, dans le champ politique/associatif français. Le comptage est vite fait : pas plus de 3500 personnes, tandis que les organisateurs en espéraient plusieurs dizaines de milliers. Signe que les prolétaires issus de l'immigration non européenne, auxquels ces groupuscules d'universitaires et de militants associatifs voudraient s'adresser, se foutent de cette tentative de récupération politique et refusent de fait de servir de main d'œuvre (heureusement).

Cette marche aurait soi-disant été appelée par le MAFED, un collectif de femmes « racisées » (c'est à dire issues de l'immigration non européenne - et de ce seul fait victimes des discriminations raciales autoproclamées par principe, sans aucune prise en compte de leurs positions sociales¹), dont la porte-parole est Amal Bentounsi. Il n'y a plus besoin de démontrer que ce collectif est une structure fantôme et que cette marche a été appelée publiquement à l'occasion du dixième anniversaire du Parti des Indigènes de la République, en mai dernier². Elle aurait voulu être (sans portant y parvenir) le tapis rouge déroulé aux idées raciales au sein de l'extrême gauche, de l'« ultragauche », de la galaxie associative et même de toute l'aire à prétention « radicale ».

Mais qu'est ce c'est que cette nouvelle mode, le « racialisme » ?

Les raciaux, ces récupérateurs de gauche du racisme, veulent, tout comme les racistes tout court, insérer les individus avec leurs unicités dans des cases : les races. Ces cases raciales sont censées découper l'ensemble de l'humanité selon des critères anthropomorphiques ou culturels. Mais qui établit les critères, parmi les innombrables qui me différencient d'autrui, m'en rapprochent suffisamment pour dire qu'on appartient à une même « race », « nation » ou culture ? La couleur de ma peau, de mes cheveux, de mes yeux ? Une des langues que je parle (tout en sachant que je pourrais en apprendre plein d'autres) ? Un bout de papier qu'un quelconque État a voulu ou pas me donner ?

Le racialisme est en effet le frère jumeau du racisme, mais avec le signe de valeur inversé. Je subis le racisme à cause de mon aspect physique ou autre ? À quoi bon lutter contre le racisme en affirmant quelques simples vérités, comme le fait que les races n'existent pas, mais sont des inventions tellement utiles aux différents pouvoirs pour garder la main sur les exploités ? Mieux vaut, nous disent certains intellectuels relativistes qui croient vivre dans les ghettos des États-Unis de l'après-guerre, accepter ces discours immonde, affirmer la séparation des uns des autres selon des lignes raciales. Il suffit juste, pour se différencier du Ku Klux Klan, de maintenir que « *black is beautiful* » tout en reprenant le fond de leur concept de « suprématisme blanc » (vous pouvez remplacer le classique américain « blanc » par n'importe quelle identité, plus ou moins réelle, plus ou moins fantasmée et le jeu est fait !) ou, encore mieux, de demander des flics issus des minorités,

1 Quelques exemples : profs et chercheuses à la fac, comme l'historienne Françoise Vergès (issue de la puissante famille mandarinale qui pendant deux générations a géré La Réunion pour le PCF), figures publiques comme Amal Bentounsi, jokers féminins du fondamentalisme islamique comme Ishmane Chouder (du sinistre mouvement religieux Participation et Spiritualité Musulmane et que la commission Droits des Femmes de Sud Éducation Créteil ne se gêne pas pour inviter à ses stages de formation, comme pour le stage « Féminisme, anti sexisme et questions de genre » en février 2015) ou encore la chercheuse et « féministe musulmane » Hanane Karimi (qui écrit des textes pour le Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique, dirigé par Tariq Ramadan).

2 Comme il le disaient dans l'appel pour l'anniversaire. Voir : <http://indigenes-republique.fr/8-mai-2015-le-pir-fetes-10-ans-avec-angela-davis-2/>.

des patrons « racisés », des juges communautaires (quant aux « religions des opprimées » il y en a déjà pas mal !).

Le P.I.R. et sa porte-parole, Houria Bouteldja, salariée de l'Institut du Monde Arabe, ont à maintes reprises montré de quel côté ils se placent. Racialisme, antisémitisme, misogynie et homophobie sont monnaie courante dans les discours de ceux qui voudraient se présenter comme les porte-paroles des couches populaires issues de l'immigration non européenne.

Le P.I.R. se situe complètement dans un camp sémantique et conceptuel basé sur le concept de « race ». Ils rassemblent sous le terme de « traître » Christine Taubira et Rachida Dati. Les deux ont en commun principalement le fait d'être des politiciennes et de d'être ou d'avoir été garde des Sceaux, ce qui devrait les rendre particulièrement haïssables, notamment si, comme certains collectifs ayant participé à la marche du 31 octobre, ont voulu protester contre l'impunité policière. Mais pourquoi « traîtres » ? « Traîtres » de quoi ? Elles n'ont trahi personne : elles appartiennent à la classe dominante (à deux clans politiques concurrents de cette même classe dominante) et leur rôle Place Vendôme est (a été) d'enfermer des personnes issues, pour la plupart, des exploitées. Elles sont deux ennemies pour ceux-ci, point barre. Eh, bien, pour nos racistes, elles seraient des « traîtres » à leurs « races » respectives !

Elles auraient rejoint « les blancs » (tous confondus racistes et dominants) contre les « racisés » Noirs/Arabes/musulmans. Il n'y pas, dans cette vision manichéenne, de responsabilité individuelle et l'existence même de classes sociales est niée, remplacée par les races (ou « races sociales »). Ainsi, le « prolétariat blanc » (et là ce qui compte n'est pas le premier terme, mais bien le deuxième) dans son ensemble est responsable, pour Sadri Khiari, le théoricien du P.I.R., de la montée en puissance du Front National dans les années 1980. Il parle à ce propos d'une « résistance populaire blanche » aux tentatives d'émancipation des « postcolonisés »³ (notamment à la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » de 1983). Dans cette pseudo-analyse, le seul trait commun d'être « blancs » rendrait toute une grosse partie de la population coupable de connivence avec le FN et, plus en général, de porter des positions de « dominants » sur les « indigènes ». Là aussi il y a une arnaque sémantique qui joue sur le concept de « luttes des races sociales », que aussi Houria Bouteldja a utilisé, entre autre, dans son allocution pour les dix ans du PIR. Mais reprenons les mots de Khiari : « *La question qui nous importe exclusivement est celle-ci : qu'est-ce qui spécifie la relation sociale qui produit et oppose, dans le même temps, des groupes sociaux hiérarchisés qui se pensent et s'opposent comme races, délimitées par des différences imaginées et réifiées ? À travers quelles logiques sociales, quelles confrontations politiques, l'illusion des races dénoncée par les antiracistes recouvre-t-elle une réalité sociale tout à fait concrète, la lutte des races sociales ?* »⁴. Khiari évacue ici d'emblée la question de la non existence des races humaines et de l'origine réactionnaire de la théorie des races. Il nous dit que les races sont là parce que des groupes sociaux se pensent en ces termes... Quelle finesse ! Et les groupes de hooligans des différentes équipes de foot, qui eux aussi sont des « groupes sociaux qui se pensent et s'opposent par des différences imaginées et réifiées », on les utilise aussi pour comprendre le monde parce que « ils luttent » ? Khiari et consorts s'approprient le concept de race en l'hybridant avec celui de lutte sociale, mais en faisant cela le résultat est de cautionner la théorie de la race tout en collant dessus des caractéristiques sociales qui ont comme but de la rendre acceptable par l'extrême gauche. En plus, cette catégorie de « race sociale » est assez floue pour y faire entrer tout ce qu'on veut. Regardons ce que le P.I.R. appelle « indigènes » : « Noirs, Arabes et musulmans »⁵. Entrent ici en jeu une catégorie basée sur un aspect physique, une basée sur une supposée appartenance culturelle et une sur l'appartenance religieuse. Le seul point commun à ces trois catégories déjà absolument foireuses

3 Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*, La Fabrique, janvier 2009 ; p. 186 et 188.

4 *Ibid* ; p. 21.

5 Un exemple parmi plein d'autres : « *Notre priorité : unir les Noirs, les Arabes et les musulmans* », dans « Face au pouvoir raciste qui oppose les Noirs et les Arabes, construisons l'unité de tous les anticolonialistes ! », rubrique « Mieux nous comprendre », sur le site du P.I.R. [<http://indigenes-republique.fr/face-au-pouvoir-raciste-qui-oppose-les-noirs-et-les-arabes-construisons-lunite-de-tous-les-anticolonialistes/>]

en elles-mêmes serait l'opposition au « pouvoir raciste » qu'on identifie non pas à un rapport social, mais d'emblée aux « blanc », et le tour est joué !

Une marche pour quoi faire, donc ? Pour se présenter comme « le nouveau visage de l'antiracisme », comme ils le disent. La volonté évidente du pot pourri composé de groupuscules et d'associations appelant à la marche du 31 octobre est en effet celle de s'approprier de la légitimité morale du combat contre le racisme. Un combat qui, au delà des tentatives de récupération politicienne, a été jusqu'ici mené par des révolutionnaires et par les intéressés eux-mêmes, comme les feux de novembre 2005 ou ceux de Venissieux dans ces lointaines années 81 et 83 nous montrent très bien. Une simple tentative de racket politique aux issues complètement réformistes, donc, auquel la gauche nous a depuis longtemps habitués ?

Mais cette marche est peut-être aussi une tentative de fédérer du monde autour du PIR, pour lui donner une « vraie » existence de parti politique, à des fins électorales ou de lobbying. Ils ne se contenteraient plus du « bruit médiatique » qu'ont toujours suscité leurs prises de positions merdiques ? Suivant l'air du temps (une forte attention médiatique, ainsi qu'au sein de l'« ultragauche » pour l'« islamophobie ») le PIR cherche-il de faire le grand coup ?

Il y a certainement tout cela, mais pas que.

Le P.I.R., qui est en train de s'agiter beaucoup en ces temps, reste un groupuscule d'universitaires. Ce qui est pourtant extrêmement dangereux est la possibilité que les idées raciales et ségrégationnistes qu'ils véhiculent, et qui sont partagées par toute une galaxie d'association communautaires et religieuses (et cautionnées par tous ceux qui étaient à la marche du 31 octobre), se répandent jusqu'à être acceptées comme normales, jusqu'à faire partie du sens commun. Certes, je veux croire que la grosse majorité des personnes qui ont marché ce jour là étaient mues par une sincère volonté de critiquer le racisme (lutter c'est autre chose). Mais ce qui pose problème est qu'ils ont répondu présent à une marche appelée, elle, par le PIR et la galaxie raciale/théocompatible. Ils sont les idiots utiles de la récupération de l'antiracisme par une bande de réactionnaires. Les bons sentiments antiracistes n'excusent pas le fait de ne pas se poser des questions, surtout au vu du fait que ces questions ont été soulevées publiquement avant cette marche⁶.

Cette mode raciale croise en effet des autres tendances dangereuses présentes aujourd'hui dans l'extrême gauche. Un aspect qui est passé un petit peu en sourdine dans cette marche (mais pas pendant les meetings de préparation, comme celui du 9 octobre à la Bourse du travail de St. Denis) est la tant à la mode lutte contre l'« islamophobie ». En sourdine, mais pourtant bien présent dans le fond. Un des premiers signataires de l'appel à la marche est Tariq Ramadan, le prédicateur islamiste proche des Frères musulmans connu pour son double discours (« modéré » face à un public « occidental », fondamentaliste face à un public musulman). Et si pour le P.I.R. l'« islamophobie » est un cheval de bataille important, on retrouve parmi les signataires de l'appel à la marche aussi Ismahne Chouder, de Participation et Spiritualité Musulmane⁷ ou le rappeur-prédicateur Médine⁸. Le 13 octobre, le Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires du sociologue Said Bouamama⁹ (déjà du P.I.R.) a organisé à Ivry-sur-Seine, avec une association de roms et une

6 Voir par exemple la « Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème » [<http://www.non-fides.fr/?Lettre-ouverte-a-ceux-qui-pensent>] ou « Nique la « race » » [<http://www.non-fides.fr/?Nique-la-race-4739>].

7 Filiale française du mouvement marocain religieux-politique *Al Adl Wal Ihsane* (Justice et Bienfaisance). PSM a appelé à participer à la « Manif Pour Tous » du 24 mars et le 26 mai 2013 et a participé à l'université d'été 2013 de l'association antiavortement Alliance Vita. Au Maroc, Al Adl Wal Ihsane, a part participer à enterrer les poussées de révolte de 2011, a fait tuer des opposants d'extrême gauche. [<http://confusionnisme.info/2015/03/03/assez-de-participation-et-spiritualite-musulmanes-dans-nos-luttes/>]

8 Une longue histoire celle entre Médine et le PIR. Le rappeur a chanté au meeting-concert du 10 décembre 2012, avec lequel le PIR voulait déjà mettre sa mainmise sur l'héritage de la « Marche » de 83 (dont c'était le 25ème anniversaire). De Médine on conseille le vidéo « *Don't Laik* » [<http://www.donotlink.com/dgr8>]. On remarquera la propagande religieuse explicite et l'insertion « discrète » des livres du suprématiste noir Kemi Seba.

9 Les mêmes qui ont organisé à Lille, le 20 juin 2013, une conférence sur les « guerres impérialistes » avec le très

association locale, une rencontre-débat du titre « *Islamophobie, Romophobie, Négrophobie... face à ces racismes qui nous divisent, « reprenons l'initiative* ». Or, déjà c'est précisément eux, les racistes, qui font la séparations entre différents types de racismes, à partir de l'identité présumée des victimes, tandis que l'approche antiraciste « universaliste » condamne tout racisme envers quiconque et sur quelconque base. Mais passons. A qui ont pensé les organisateurs, pour parler d' « islamophobie » ? Mais à un imam (Mohamed Bajrafil, le cureton « de gauche » local, très ambitieux et très médiatisé). Logique, non ? Si on condamne comme « islamophobe » la critique à la religion musulmane, pourquoi ne pas la défendre à côté d'un imam ?

On se retrouve encore, ici, devant cette mystification conceptuelle qui est le concept d'islamophobie. Il s'agit d'un court circuit entre race et religion : l'assignation de tout un pan de personnes, à cause de leur origine ou de leur apparence physique, à la catégorie des « musulmans », permet de faire taire toute critique à l'islam, parce que celle-ci ne rentrerait plus dans la critique aux religions, mais directement dans le domaine du racisme. Cet « antiracisme des imbéciles »¹⁰ qu'est la « lutte contre l'islamophobie » est en réalité, comme le dit bien Claude Guillon, une attaque contre les athées, contre la possibilité de dire haut et fort une vérité banale : « dieu » n'existe pas, ceux qui croient en lui se trompent, et leur croyance parfois sincère (et souvent inoffensive) est utilisé pour des fins de pouvoir qui touchent tout le monde, athées compris. Est-ce que cet entrisme discret de l'islam politique a posé problème à quelqu'un de ceux qui ont participé (ou même appelé) à la marche du 31 octobre ? Apparemment pas. Alternative Libertaire se limite à écrire que « *l'immixtion de la religion dans un mouvement social n'est pas notre tasse de thé* », pour se justifier tout de suite face à ses copains identitaires en ajoutant que celle-ci « *n'est compréhensible ici que par une volonté de défier la stigmatisation dont souffre la minorité musulmane dans les médias et dans la classe politique française.* »¹¹ Voilà comment se voiler la face devant le retour de la religion, avec l'excuse bidon de refuser la stigmatisation d'une minorité. Voilà comme des « libertaires » du XXIème siècle jettent à l'eau (pardon, dans une tasse de thé) toute critique de la religion, partie fondamentale de l'histoire des mouvements révolutionnaires et de la critique émancipatrice !

Les pièges de l'identitarisme et du relativisme

Dans un article du 28 octobre 2008 de la revue *L'Indigène de la République*¹² a propos de la création du Parti, Sadri Khiari écrit : « *Le P.I.R. devra donc être à la fois un parti d'individus et un parti de communautés. Il s'organisera de façon à pouvoir traduire à la fois l'unité de conditions, d'intérêts et d'aspirations de l'ensemble des indigènes, et la diversité des parcours historiques, des modes d'insertion dans la société française, des cultures et des croyances, des différentes communautés indigènes. Un Noir, un Antillais, un Arabe, un musulman, sont tous traités comme des indigènes mais ils ont aussi des histoires propres, des spiritualités particulières, des exigences spécifiques, qui devront s'exprimer également dans la politique du PIR. En tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante*

ambigu Michel Collon, conspirationniste et proche des milieux négationnistes.

[<https://nantes.indymedia.org/articles/27825>]

10 Ainsi le superbe texte de Claude Guillon « Et « dieu » créa l' »islamophobie ».

[<https://lignesdeforce.wordpress.com/2015/08/23/et-dieu-crea-lislamophobie/>]

11 « Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité » [<http://www.alternativelibertaire.org/?Ce-qu-annonce-le-succes-de-la>].

12 Sadri Khiari « *Le PIR : un parti de communautés et d'individus* », dans *L'Indigène de la République* n°13 (octobre 2008), p. 10.

musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam, comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre. » Un « parti des communautés », donc, qui veut, entre autre, tenter une récupération de l'identitarisme religieux. Ou bien s'agirait-il d'une voie ouverte (de façon assez détournée et « masquée ») à l'islam politique ? Un élément en ce sens pourrait être le rôle discret de Tariq Ramadan comme référence du P.I.R. : qu'on pense au discours d'introduction d'Houria Bouteldja lors des 10 ans du PIR, où elle lui rend hommage l'insérant parmi les exemple des « résistances des races sociales »¹³.

Et toujours la rhétorique tribale des « frères et sœurs » si typique du P.I.R. ainsi que de plein d'autres racistes ou philo-religieux. Une fraternité qui a des bases communautaires et cache toute différence de classe et toute domination interne à la dite communauté, pour focaliser l'attention seulement sur les formes de domination qui lui sont externes. Ce discours a donc des bases communautaires, soit « culturalistes »¹⁴, soit religieuses, soit nationales, soit raciales – le plus souvent étant un mélange de plusieurs de ces critères. N'oublions pas qu'il s'agit de critères dont l'individu est porteur passif, qui l'enferment dans la conservation de l'existant et qui s'opposent à toute tentative d'émancipation.

On a pu voir une vidéo de la marche dans laquelle Sandra, du Collectif Afroféministe Mwasi¹⁵, affirmait sans sourciller que le communautarisme lui « va très bien », et revendiquait un « communautarisme non-blanc », vu que, selon elle, « il y a un communautarisme blanc ». Rien de nouveau dans cette galaxie là. Le terme de « communauté » est fréquemment utilisé par le P.I.R., et l'existence d'un communautarisme noir/arabe/musulman, lorsqu'elle est reconnue, est présentée comme une simple réaction au « *communautarisme blanc dominant* »¹⁶. Le communautarisme que les racistes portent serait donc justifiés à leurs yeux par un besoin de défense.

Le PIR se veut un parti décolonial où l'on se pose la question d'une éventuelle place pour les « blanc ». Déjà en décembre 2007 Khiari proposait « [...] *la construction de notre propre organisation politique, à nous indigènes, Noirs, Arabes et musulmans, en réfléchissant sérieusement à quelle place donner éventuellement aux Blancs pour qu'ils n'y soient pas, d'une manière directe ou indirecte, hégémoniques.* »¹⁷ Mais le 8 mai 2015, pour les dix ans du P.I.R. Bouteldja va plus loin. « *Dans les races sociales, il y a le pire et le meilleur. [...] Ce sont les impasses du système racial qui poussent les victimes à offrir des fleurs, à faire des listes d'invention ou qui crée des Mohamed Merah, des Coulibaly et des Kouachi.* » Comme quoi, les responsables des massacres (motivés par l'islam radical, faut-il encore le rappeler?) seraient leurs victimes, en tant qu'appartenant au « système raciale ». Puis, à l'aide d'une citation de James Baldwin, Bouteldja fait planer l'évocation d'une vengeance inévitable contre « *l'intransigeance et l'ignorance du monde blanc* »¹⁸. Ce qui est implicite là dedans est un appel à la guerre civile suivant des lignes « raciales » et communautaire, une « proposition » qui trouvera l'adhésion enthousiaste de l'extrême droite et des tenants du « choc de civilisations »...

Le P.I.R. et ses comparses racistes affectent une certaine virulence envers la gauche institutionnelle, du moins envers le PS (en fait ils ne dédaignent pas le soutien, électoralement intéressé, du Front de Gauche et celui, sans faille, du NPA) et ses appareils antiracistes, comme SOS Racisme. Cela pourrait faire tomber en erreur quelques naïfs. Il ne s'agit pourtant pas, pour le

13 H. Bouteldja, « Qu'advientra t-il de toute cette beauté », Discours d'ouverture du 10ème anniversaire du P.I.R. ; [<http://indigenes-republique.fr/quadvientra-t-il-de-toute-cette-beaute-2/>]

14 Comme si une « culture » donnée pouvait être définie une fois pour toutes, comme si elle n'était pas quelque chose en constant changement, dans laquelle le choix individuel (en accepter ou pas certains éléments, les transmettre ou pas, ou encore les modifier et adapter, etc.) a un rôle très important.

15 Collectif qui se qualifie comme « intersectionnel » et « insurrectionnel » (du moins ce sont les mots d'ordre qu'elle arboraient sur leur banderole). On attend de voir quelle est leur démarche insurrectionnelle...

16 Sadri Khiari, « Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue », Textuel, avril 2006, p. 117.

17 Sadri Khiari, discours du 14 décembre 2007. [<http://indigenes-republique.fr/construire-une-organisation-politique-autonome-anticolonialiste/>]

18 H. Bouteldja, « Qu'advientra t-il de toute cette beauté », cit.

eux, d'opposer une démarche révolutionnaire au réformisme gestionnaire du PS (ou d'opposer une vision antipolitique au clivage traditionnel droite/gauche).

Le P.I.R. critique âprement ce qu'ils appellent la « gauche blanche », pourtant ses membres sont presque tous issus des partis de gauche et de l'extrême gauche (PCF, NPA) ou du milieu des associations ancrées elle aussi à gauche. Quand ils attaquent cette « gauche blanche » ce n'est pas pour la remplacer avec une gauche « non-blanche » ou « décoloniale », mais avec des formes communautaires d'agrégation politique, dans lesquelles la question fondamentale serait celle de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur de la communauté, entre inclus et exclus. En cela les thèses du P.I.R. sont le miroir d'une certaine extrême droite « identitaire » (Bloc Identitaires etc.). Cela va jusqu'à justifier une forme de racisme « de retour », que Khiari voit comme une forme de « résistance ». *« On ne peut évidemment identifier dans une même catégorie la haine raciale du dominant à l'encontre du dominé et la haine raciale du dominé à l'encontre du dominant. Toutes deux sont produites par le même système raciste mais l'une en est un agent raciste tandis que l'autre constitue une réaction voire une forme de résistance au système raciste. L'une est armée, l'autre est désarmée. »*¹⁹ Sur le caractère « désarmée » (et « réactive ») de cette forme de haine, qu'on me permette, en cette deuxième partie du mois de novembre 2015, de douter.

Le P.I.R. prétend de se situer en dehors du clivage politique traditionnel droite/gauche, qu'ils appellent « champ politique blanc ». C'est le principal théoricien du P.I.R., Sadri Khiari, qui écrit : *« Le champ politique blanc, comme espace réservé aux blancs, ne se constitue pas par la seule exclusion explicite des non-Blancs. D'autres logiques, plus complexes, fonctionnent indépendamment même de la volonté des 'acteurs', à travers de multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge des non-Blancs. Le champ politique blanc n'est plus cerné de murailles légales qui le protègent de l'intrusion du non-Blanc. Il inclut, en son propre sein, une infinité de frontières invisibles que seule une petite minorité d' 'élus', soigneusement sélectionnés par quelque divinité blanche, traverse. Le champ politique blanc est un labyrinthe où le non-Blanc se perd. Le champ politique blanc bannit le non-Blanc en lui suggérant qu'il n'a vraiment rien à y faire. Cette relégation hors du champ politique est subie, vécue et voulue tout à la fois. Elle est l'expression de l'extériorité où sont maintenus les non-Blancs, confinés à une situation d'exil intérieur permanent. »*²⁰ Ce passage, qui se veut « profond », n'explique rien du tout. Quelles sont les « logiques plus complexes », quelles les « multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge » qui excluent les « non-Blanc » du « champ politique blanc » ? Et comment est défini ce « champ politique » ? Et, chose la plus grave, l'auteur cache sciemment les autres éléments qui entrent en jeu dans la sélection de l'élite politique française (les ressources économiques, l'entourage familial et social, le parcours d'études, les liens avec les groupes politiques et bureaucratiques déjà existants), qui jouent un rôle plus importants que le fait de pouvoir être catégoriser comme ayant telle ou telle couleur de peau ou « appartenir » à telle ou telle communauté.

Cependant, ce que les racialisés proposent comme alternative à la politique institutionnelle est tout simplement une politique communautaire, qui remplacerait le système des partis de droite et de gauche avec une forme de marché régi par la libre concurrence des identités communautaires, qui se partageraient des secteurs de pouvoir. Ce qui revient à dire une parcellisation du pouvoir dans les mains des leaderships des différentes communautés. Une conception féodale du pouvoir, à des années lumière de distance d'une volonté révolutionnaire.

La croyance dans la division de l'humanité en races, la nécessité de s'associer entre-soi pour lutter contre la forme spécifique de racisme qu'on subi (dans le meilleurs cas en s'alliant avec d'autres qui luttent à leur tour contre leur forme spécifique de racisme subi, toujours en donnant du grain à moudre à une démarche raciste) est une forme réactionnaire et extrêmement dangereuse de traiter le problème du racisme.

19 Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue*, cit. ; p. 92-93.

20 *Ibid.* ; p. 55-56.

Le discours racialisé, loin de remettre en question le racisme, s'attaque à des formes particulières de racisme, se focalisant sur les « racismes » au pluriel, et considère que le problème n'est pas le racisme en tant que tel, mais qu'il s'agit de la somme de tout un tas de « racismes » particuliers. En gros, les pourfendeurs du racialisme font le même discours de l'extrême droite, mais en renversant l'échelle des valeurs « raciales ». Parfois ils vont jusqu'à utiliser d'autres formes de racisme (l'antisémitisme²¹, ou la propagation de la haine envers ceux qu'ils appellent « blancs »). La raison est vite dite : ils sont tout aussi réactionnaires que des racistes de l'extrême droite « classique ».

Figurer des identités individuelles, souvent mobiles, dans des catégories tel les nations, les « races », les « cultures » est une méthode de choix pour le pouvoir (étatique, économique, religieux, moral). Le racisme est un outil de séparation (et de hiérarchisation) des personnes. Il part des différences physiques, nationales ou culturelles qui sont subrepticement considérées comme fondamentales, dans le sens qu'elles seraient constitutives pour les individus. Ces différences sont en réalité fictives (dans le sens qu'elles s'entremêlent avec tellement d'autres jusqu'à devenir minimales). Des différences fictives, donc, mais qui produisent des effets réels : le racisme. Cela a comme but de canaliser sous la forme de violences inter-ethniques (et de fidélité communautaire) les poussées subversives qui pourraient le secouer. Se définir à partir des catégories du pouvoir revient à les légitimer. Ainsi, nous devons arrêter de nous penser, de penser les autres, en termes de « races », de nationalités, d'appartenance « culturelle ». Arrêtons de participer à la production de ces effets en arrêtant de reproduire le concept malsain de « race ». Ce n'est rien de plus une lubie sortie des esprits de quelques réactionnaires des siècles passés. Mais cette démarche est plus facile quand il s'agit du racisme subi : personne n'accepte d'être considéré comme inférieur à cause de son apparence physique ou son « appartenance » culturelle. Pourtant ; il est nécessaire aussi d'arrêter de produire le frère jumeau du racisme qu'est le racialisme, cette forme de racisme assumé et revendiqué en tant qu'identité.

Ce que les racialisés demandent n'est pas l'égalité qu'ils clament à tour de bras. Ou bien il s'agit d'une égalité non pas pour les individus réels, qui ne sont pas « noir », « rom » ou « musulman », mais qui ont des histoires, des origines, des vécus, des situations et des désirs qui ne peuvent pas être enfermés dans telles cases sans en être mutilés. Ce que les racialisés veulent est plus de pouvoir aux différentes communautés, plus précisément aux différents leaderships communautaires. Le problème est simplement un ajustement des poids relatifs des différents rackets communautaires au sein de la société. Rien à voir avec la liberté, ni avec l'égalité.

L'égalité ne peut pas être la mise à niveau des différentes identités communautaires ou des différentes catégories (toujours trop étroites pour contenir nos réalités ainsi que nos rêves). Elle se trouve dans la reconnaissance de l'irréductibilité des individus à des schémas prédéfinis. L'égalité entre des individus peut exister seulement en tant qu'égalité, pour chacun et chacun, d'être ce qu'il veut, pas de devoir s'uniformiser selon des normes, qu'elles soient majoritaires ou même minoritaires dans une société donnée. Peu importe le degré de « majorité » ou de « minorité » de la catégorie qu'on voudrait me coller : elle sera toujours une entrave à ma liberté.

On peut trouver quelques racines de cette mode théorique racialisée dans les concepts de « point de vue situé » (qui veut critiquer l'« universalisme »), de « convergence des luttes » partielles et plus en général dans le relativisme au rabais que nous donne le postmodernisme. Fini les grands narrations idéologiques (mais pas la société du capital et de l'État, n'est pas?), fini l'universalisme (sauf quand il se présente avec les attributions d'une religion, non?), libre cours aux identités opprimées (qui n'oppriment pas à leur tour, peut-être?) et leurs revendications décoloniales (dont

21 Même Alternative Libertaire dans son compte-rendu (très positif) de la marche du 31 octobre a dû admettre que « les invectives antisémites [...] ont jailli, sporadiquement, sur le passage de la banderole d'un nouveau collectif, Juives et Juifs révolutionnaires (JJR) ». Cf. « Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité » [<http://www.alternativelibertaire.org/?Ce-qu-annonce-le-succes-de-la>].

l'État est bien content de négocier la satisfaction, payée au prix de la paix sociale et de l'obéissance *via* les leaderships communautaires respectives). On nous vend tout universalisme comme le produit moisi de l'Occident colonial, et on voudrait lui opposer un patchwork d'identités (la plupart des fois tout à fait artificielles) absolument inoffensives et désireuses de s'intégrer dans la société tel qu'elle est, juste avec quelques touches de « diversité » en plus. Ce relativisme est récupérable d'emblée, n'ayant aucune prétention subversive : il est simplement la version « de gauche » (et « molle ») du libéralisme.

On abandonne donc le concept de racisme, pour faire attentions aux racismes au pluriel, maintenant que chaque victime a le droit à son quart d'heure d'attention et au particularisme de son malheur. Mais ce-faisant on se cantonne à des larmes victimistes, au lieu de se porter des positions de subversion de cette société. La liste des racismes au pluriel se rallonge de jour en jour, de la négrophobie à la romophobie (et l'insertion de faux billets conceptuels comme l' « islamophobie »). Faut-il rappeler que bien avant l'invention de ces formules d'intellos, des personnes en chair et os on subi le racisme tout court, et se sont battues pour l'égalité et non pour la reconnaissance d'un quelconque statut communautaire de victime ? Ce morcellement du problème porte à un morcellement des revendications. Chacun « lutte » contre l'oppression particulière qu'il subit, parfois arrivant à « converger » avec d'autres, mais sans viser un point commun, la fin de tout racisme, par exemple.

Ceux qui seraient, pour des critères racialisés, « nos frères et sœurs » sont toujours bons, tout patrons ou imams qu'ils soient (et quant aux « sœurs » elles se doivent d'être soumises). Ceux qui sont extérieurs à la communauté sont de ce fait des adversaires ou des ennemis (même si sont des prolétaires, mais attention, c'est des « blancs » dont automatiquement des dominants!). Dans le meilleur des cas, celui d'une « convergence » des intérêts respectives à deux ou plusieurs communautés, celles-ci deviennent alliées (temporaires, le temps que d'autres intérêts les opposent). Et les quelques rebelles qui refusent de se laisser embrigader, ceux et celles pour lesquels toute communauté est trop étroite sont sommés de rentrer dans le rang ou de disparaître.

Mais comme disait l'autre, je ne me bat pas que pour ma propre liberté – aussi pour la tienne. Je ne lutte pas à ta place, cependant : ce que je fais c'est pour moi, parce que la liberté des autres augmente la mienne. La notion de « racismes » et les « luttes » qui vont avec n'amènent, dans le meilleur des cas, qu'à élargir le supermarché des droits avec des rayons « ethniques ». La tant à la mode « convergence des luttes » n'est rien de plus que la somme des récupérations possibles des petits lopins que chaque catégorie de victime cultive avec tant d'amour – et tant de myopie. Ainsi, plein de collectif naissent ces dernières années (et on en a pu en voir nombreux le 31 octobre) pour demander vérité et justice pour un tel ou un tel, assassinés par la police. Une telle idéologie de la victimisation finit inexorablement par une demande de prise en charge par la seule instance universaliste qui reste : le pouvoir étatique (les religions ayant un peu de mal à le concurrencer). C'est à un des appareils de l'État (la justice), qu'on demande de corriger les bavures d'un autre (la police)... un peu naïf, non ?

Mais, sans oublier les cas particuliers de meurtre policiers, on n'a pas besoin de tels collectifs pour savoir que la police fait son sale travail et que la seule solution est d'en finir avec la police et ses patrons. On ne veut pas la justice pour un tel ou un tel, on ne veut pas l'égalité des droits, on veut la révolution, la fin du livre comptable des droits et des devoirs, des revendications de chapelle et des carrières des porte-paroles de la misère !

La révolte ou la récupération ?

Depuis sa fondation, le Parti des Indigènes de la République joue la provocation, l'imposture et la récupération. Issu du Mouvement des Indigènes de la République (qui s'est constitué, lui, en 2005 à la suite de l'Appel²²), le P.I.R. a été fondé lors du 25ème anniversaire de la « Marche pour l'égalité et

22 Le titre exacte est « Appel pour les assises de l'anticolonialisme postcolonial »

contre le racisme ». Lors d'un meeting de commémoration de celle-ci, en décembre 2008, Houria Bouteldja parle du P.I.R. en récupérant des figures si opposées que l'anarchiste athée Louise Michel et le cheikh Yassine²³, triste fondateur du Hamas...

Parfois la récupération est explicite et assumée. Ainsi Sihame Assabague, du MAFED, dans un tweet du 3 novembre²⁴ parle de « *braquage politique et médiatique de l'antiracisme* » pour la marche du 31 octobre. D'ailleurs, elle aurait voulu se poser dans la continuité des émeutes de novembre 2005 et de la Marche 83 (qui, elle, étaient déjà aussi une récupération politique faite par le PS des émeutes du début des années 80, en particulier de la banlieue lyonnaise²⁵). De même Pierre Tevanian, philosophe agrégé, signataire de l'Appel des Indigènes en 2005 et prolifique animateur du site post-moderniste intello « Les mots sont importants », essaye de donner une interprétation pro-religieuse (ou du moins non anti-religieuse) de la pensée de Marx²⁶ (et Engels, Lénine, Trotsky et Rosa Luxembourg). Un chercheur sérieux a pourtant démontré, textes à l'appui, que Tevanian trafique de façon éhontée les passages de Marx qu'il cite (omissions, utilisation de plusieurs traductions selon leur « adaptabilité » à ses fins...) pour lui faire dire le contraire de ce que Marx voulait dire. Mais Tevanian se préoccupe peu du rigueur interprétatif, son but est de qualifier de « bêtes et méchantes » ceux, athées et anticléricales, qui dénoncent l'aliénation religieuse, le tout pour, noblesse oblige, dédouaner l'islam de toute critique. Par contre, le choix d'une femme de porter le voile est défini dans son livre comme une question « tellement intime », que « forge le caractère » de la femme et démontre qu'elle « n'est soumise à personne d'autre »... Quelle mauvaise foi ! Et, encore une fois, la mauvaise conscience de certains intellectuels de gauche le fait troquer une pensée émancipatrice, dont Marx fait partie nonobstant ses penchants autoritaires, avec un peu de visibilité face aux croyants de la « religion des opprimés »...

Lors de l'anniversaire du P.I.R. de 8 mai 2015, ainsi que lors de la marche du 31 octobre, la référence aux émeutes de 2005 (et autres) est constante. Il y a Noredine Iznasni, présenté par les maoïstes²⁷ qui ont publié son intervention comme « ex émeutier ». Cela est peut-être vrai, dommage qu'ils oublient de le qualifier aussi d'« ex porte-parole de José Bové lors de la campagne présidentielle de 2007 » ou de « conseiller municipal à Nanterre ». À part rouler des mécaniques, Iznasni salue la démarche du MAFED et pourfend le militantisme sur internet (lui, il préfère les bancs du conseil communal).

Dans la même démarche récupératrice et parcellisatrice, la Brigade Anti-Négrophobie, collectif qui lutte contre le racisme... quand ils s'attaque aux noirs... était présente devant le tribunal de Bobigny le 18 mai 2015, lors du rendu du procès pour les flics qui ont causé la mort de Zyed et Bouna le 27 octobre 2005. Mais il y a 10 ans, au moment de la mort des deux ados, il n'y pas eu de rassemblements, ni des marches, ni de comités pour demander « vérité et justice » à ce même État qui les a tué. Il y a dix ans il y a eu la révolte. Une révolte qui posait clairement la ligne de partage : ce n'était pas la couleur de la peau, l'appartenance culturelle ou religieuse supposée, mais le choix du camp. Il y avait des « noirs », des « arabes » et des musulmans parmi les flics et parmi les pacificateurs. Il y avait des personnes mues par la rage et la volonté d'en découdre du côté des

23 « *Le cheikh Yassine est un anticolonialiste qui a lutté contre le colonialisme israélien. Tous les anticolonialistes sont les bienvenus* » H. Bouteldja, lors de la marche du 8 mai 2008.

24 Ici : https://twitter.com/s_assbague/status/661456729729798144. Sihame Assbague, du collectif « Stop le contrôle au faciès » et du MAFED, participe au site internet « Contre-attaques, pour en finir avec l'islamophobie ». Déjà collaboratrice d'une mairie d'arrondissement, puis prof de français, elle s'est fait connaître à la télé le 2 octobre 2014, en taquinant Alain Juppé, qu'elle qualifie de... « homme blanc de plus de soixante ans ».

25 Cf. « *Minguettes blues* », en Os Cangaceiros, n°1, janvier 1985. [<http://www.non-fides.fr/?Minguettes-blues>]

26 Pierre Tevanian, *La haine de la religion, comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche*, La Découverte, 2013. Une présentation par l'auteur ici : <http://lmsi.net/La-haine-de-la-religion>. Une critique de ce texte ici : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1916>. C'est d'ici que je prends les citations du livre de Tevanian. L'excellente mise au point de la mauvaise foi avec laquelle Tevanian « cite » Marx ici : <http://blogs.mediapart.fr/blog/germinal-pinalic/100613/les-mots-de-marx-sont-importants-sur-la-haine-de-la-religion-de-pierre-tevanian>

27 Sur le blog Quartiers Libres. [<https://quartierslibres.wordpress.com/2015/11/03/nordine-iznasni-du-mib-ancien-emeutier/>]

émeutiers, et, sous les lacrymos, ça aurait été inutile de poser des questions si stupides que celles de l'appartenance. Lors de moments comme de révolte c'est la volonté individuelle qui compte, pas tout le carcan identitaire qu'on voudrait nous coller sur la tête.

Au contraire, le 31 octobre ce qu'on a vu est une manifestation complètement pacifiée et dans ses formes et dans ses perspectives. Une manifestation comme on en voit chez les syndicats, en somme, sans aucune volonté révolutionnaire, mais bel et bien pour quémander des droits à un État qui n'est pas un ennemi, mais la contrepartie reconnue d'un dialogue politique. Une marche pour condamner de façon tout à fait morale (larmoyante, réformiste et interclassiste) le racisme, mais à côté des tenants d'une forme sournoise de racialisme ségrégationniste.

Enfin, la « Marche de la dignité et contre le racisme » s'est clos par les politiciennes en herbe qui l'ont appelée chantant en cœur sur la tribune la chanson « Banlieusards », avec Kery James. « *J'ai envie d'être plus direct, il est temps qu'on fasse de l'oseille / C'que la France ne nous donne pas on va lui prendre / J'veux pas brûler des voitures, mais en construire, puis en vendre* ». Explicite. Ça a du plaire aux petits patrons de « Pas sans nous ». Racialistes, communautaristes, islamistes, le tout à la sauce républicaine-patronale : voilà pour les gauchistes qui ont tenu à démontrer leur antiracisme (et le mépris de soi si à la mode) en traînant leur savates derrière le P.I.R. et ses acolytes !

La lutte du P.I.R. et consorts serait « une volonté de transformer le monde pour s'y sentir bien »²⁸. Mais une volonté bien pourrie qui en plus, l'on parie, passera par les urnes !

La lutte contre le racisme n'a de sens que si elle s'insère dans une tension plus vaste, qui vise à subvertir cette société dans son ensemble, pas à la raccommoier en forme de patchwork de communautés sans toucher au fond.

Détruisons cette société, détruisons aussi les communautés et les religions qui voudraient la remplacer !

Il n'y pas de races, seulement des racistes !

Il n'y a pas de religions des opprimés, seulement des religions qui oppriment !

Cassandre, 22 novembre 2015

Texte écrit à l'occasion de la discussion publique à « La Discordia », Ni racisme, ni racialisme, ni races : Sur la récupération du racisme par la gauche (et vice-versa).

28 H. Bouteldja, « Qu'advient-il de toute cette beauté », cit.